Thèse indépendante de gouvernance systémique par conjonction de points prioritaires

*« Vers une démocratie orientée, lisible, et durable »*

Thèse de recherche interdisciplinaire  
Présentée par :  
Nicolas Fiévet

Sous la direction de :   
*Indiquer ici un éventuel encadrant, ou “Projet de recherche indépendant”*

Juin 2025  
*Document rédigé à Liège - Belgique*  
Version 6.0 – Brouillon de thèse « indépendante » en développement

**Mention de confidentialité  
Ce document est confidentiel. Toute reproduction, diffusion ou citation est interdite sans l’accord explicite de l’auteur. Voir notice complète en page suivante.**

**Préface personnelle**

Tout est parti d’un chant.

Pas d’un slogan politique. Pas d’un manifeste idéologique.

D’un simple chant, repris par une foule.

Et ce qui m’a frappé, ce n’était pas tant la force du nombre, ni la puissance des voix.

C’était autre chose.

C’était la justesse.

Ces gens ne se connaissaient pas. Ils n’avaient pas répété. Ils ne s’étaient pas concertés.

Et pourtant, sans chef d’orchestre, sans partition imposée, ils ont chanté juste.  
Pourquoi ? Pas seulement parce qu’ils s’écoutaient. Mais parce que la masse, par un étrange miracle physique, a lissé les erreurs, absorbé les écarts, et fait émerger une fréquence juste. Une note dominante, née de la somme imparfaite de toutes les autres. Une fréquence dominante émergeant naturellement de la somme des voix individuelles, même dissonantes au départ.

Ce phénomène est lié à ce qu’on appelle l’harmonisation spontanée par résonance fréquentielle. Lorsqu’un grand nombre de personnes chantent ensemble, même si certains sont légèrement décalés, les fréquences dominantes tendent à s’aligner en vertu des lois de la somme sinusoïdale des ondes. Cela génère une fréquence résultante cohérente — une sorte de “moyenne musicale” portée par la masse. Plus le nombre de chanteurs augmente, plus cette fréquence commune devient stable, les écarts se “lissent” naturellement, ce qui donne cette impression qu’une foule “chante juste”, même sans direction.

Ce phénomène, connu en acoustique sociale mais aussi en physique des ondes, m’a hanté. Il révélait que même le désordre peut produire de l’harmonie, si l’on crée les conditions où les différences se combinent au lieu de s’annuler.

Et pourquoi, dans nos systèmes politiques, cette harmonie collective semble si introuvable ?

Pourquoi notre société, riche de tant d’intelligences individuelles, peine-t-elle à produire une intelligence collective audible ?

C’est cette question, au fond, qui m’a amené à concevoir ce modèle de gouvernance.  
Non pas une utopie abstraite. Mais une réponse concrète, presque organique, à un mal que je ressens depuis longtemps.

J’étais fatigué. Fatigué des conversations qui tournent à vide. Fatigué des débats où l’on ne s’écoute plus. Fatigué d’entendre des gens intelligents justifier des votes absurdes par lassitude ou inertie. Fatigué d’une société où l’on critique plus vite qu’on ne propose, où l’on accuse plus qu’on ne s’examine, où l’on préfère avoir raison que comprendre.

Je voyais des proches se diviser sur des mots. Des collègues s’éviter sur des opinions.   
Des citoyens se replier sur eux-mêmes, de peur d’être mal interprétés, étiquetés, jugés.

La parole politique était devenue un champ de mines. La pensée, un terrain glissant.

Et la vérité, un mirage mouvant.

Je ne crois pas que les gens soient devenus fous.

Je crois qu’ils sont fatigués eux aussi.

Fatigués de devoir choisir entre des camps qui ne les représentent pas. Fatigués de jouer un rôle dans une pièce écrite pour d’autres.

Fatigués de ne pas pouvoir être d’accord partiellement, de ne pas pouvoir dire “oui, mais...”, “non, sauf si...”, “peut-être, selon…”.

Alors j’ai voulu chercher autre chose. Un mode de gouvernance qui ne parte pas des figures, mais des tensions. Qui ne demande pas aux gens de choisir un camp, mais un cap.   
Qui permette aux désaccords d’exister sans devenir des fractures.

Qui transforme l’opinion en orientation, la diversité en carte, et le vouloir collectif en trajectoire.

Ce texte est le fruit de cette recherche. Il est nourri par la philosophie, la théorie politique, l’économie, mais aussi par les silences des discussions impossibles, les soupirs au bout des débats stériles, et le besoin de réparer un lien abîmé.

Je n’ai pas écrit cette thèse pour convaincre. Je l’ai écrite pour proposer.

Et pour qu’un jour, peut-être, nous apprenions à chanter juste ensemble.

**Note de l’auteur — Être devant**

*Je ne suis ni de gauche, ni de droite. Je me tiens devant.  
Ce n’est pas une posture. C’est une nécessité.*

*Les idéologies se regardent de biais. Elles se défient, s’accusent, jamais ne s’écoutent.  
Chacune a fait du pouvoir une ligne, alors qu’il est tissu.*

*Elles le tirent vers elles, comme deux enfants s’arrachent une couverture.*

*Moi, je ne tire pas. Je tends.*

*Je ne cherche pas à trancher, mais à tresser.*

*Non pas des slogans, mais des ponts entre les contradictions.*

*Ce modèle de gouvernance ne choisit pas son camp. Il dessine un cercle là où d’autres tracent une diagonale.  
Il ne supprime pas la pluralité. il la conjugue.*

*À ceux qui me demandent si je suis de gauche ou de droite, je réponds : je suis devant.  
Parce que je veux parler à ceux qui marchent, pas à ceux qui campent.*

**Avant-propos méthodologique et positionnel**

*« Gouverner, ce n’est pas imposer une vision. C’est créer les conditions pour que le réel puisse être organisé, ajusté, transformé sans trahir sa complexité. »*

Ce texte n’est ni un programme, ni un manifeste, ni une revendication. Il ne cherche ni pouvoir, ni adhésion. Il cherche la structure. Il veut résoudre, non séduire.

Il part d’un constat que nul esprit rigoureux ne peut ignorer : **nos institutions politiques ne savent plus trancher sans trahir.**

Elles produisent des compromis flous, des coalitions sans cohérence, des décisions sans direction. Le débat public est noyé dans l’émotion, la posture et l’urgence. La parole politique a perdu sa lisibilité, le citoyen a perdu son rôle, et la légitimité du pouvoir s’effondre — non pas à cause des individus qui le portent, mais à cause des formes qui le soutiennent.

Il ne suffit plus de réformer à la marge. Il faut **changer l’architecture même de la décision démocratique.**

Cette thèse propose une voie radicalement différente : celle de la **gouvernance par conjonction de points prioritaires (GCPP)**.

Un modèle où **chaque programme politique est découpé en unités opérationnelles claires**, non plus discutées globalement, mais **traitées séquentiellement selon un ordre transparent**, soumis à la possibilité de conjonctions inter-partis et à l’arbitrage citoyen.

Ce modèle remplace la logique du pouvoir par celle de la priorité.

Il n’impose pas une vision globale : il organise la cohabitation méthodique des volontés.  
Il ne cherche pas l’unité idéologique : il cherche la **coordination ordonnée des points d’accord**.

Cette approche ne fait pas table rase. Elle **intègre la richesse des visions politiques existantes**.  
Mais elle les oblige à expliciter leurs mesures, à assumer leur ordre, à s’ouvrir à la conjonction au lieu de la confrontation.

Elle exige de nouveaux dispositifs :

* Une **feuille de route publique à 100 points** par parti.
* Un **traitement des mesures dans l’ordre prioritaire** du parti majoritaire, mais sous condition de majorité conjointe.
* Une **intelligence artificielle éthique**, nommée **Cléos**, chargée d’analyser, d’expliquer, de relier les propositions similaires et de structurer la transparence.
* Un **système de vote souverain**, décentralisé, sécurisé, hors des grandes plateformes privées.
* Une **plateforme politique fédérale**, indépendante, traçable, où la parole politique est documentée, vérifiée et débattue sans dérive.

Le modèle décrit ici n’est pas une utopie technologique. Il a été pensé pour résister :

* à la mauvaise foi politique,
* à l’usure institutionnelle,
* à la fragmentation cognitive,
* aux stratégies de captation médiatique.

Il est construit comme un **dispositif résilient**, modulaire, et testable à différentes échelles.

Il ne s’agit pas de remplacer une idéologie par une autre, mais de **sortir de la logique idéologique pour entrer dans une logique structurelle** : celle où gouverner signifie **ordonner, articuler, prioriser**, et non **dominer, imposer, contraindre**.

Enfin, ce texte assume une posture : **ni neutre, ni partisan.** Il est **politique dans sa méthode**, pas dans ses affiliations. Il défend une idée simple : **le citoyen doit redevenir l’unité active de la décision collective.** Pas par slogan, pas par vote symbolique, mais par **structure concrète de pouvoir redistribué**.

**Tables des matières**

**Bloc I – Préface**

Stylistique, littéraire, solennelle (façon ouverture de Camus ou d’un manifeste éthique).

**Bloc II – Introduction académique**

* II.1. Le désenchantement des démocraties modernes
* II.2. L’illusion représentative et ses limites structurelles
* II.3. Pourquoi une refondation par points et conjonction ?
* II.4. Le socle éthique : Rawls, Ostrom, Habermas, Duflo

**Bloc III – Mécanique de la feuille de route par points**

Ici, on formalise ce que tu as déjà écrit : la feuille de route à 100 points, le tri par priorités, la majorité par conjonction.

**Bloc IV – Cléos comme méta-citoyen numérique**

Architecture, éthique, fonctions, protection contre les dérives.

**Bloc V – Le réseau politique fédéral (anti-GAFAM)**

Plateforme souveraine, traçabilité, notation démocratique, retour de la solennité politique.

**Bloc VI à X : effets, critiques, extension, conclusion.**

**II – Introduction**

« Toute stabilité politique n'est que l'effet temporaire d'un agencement délibéré entre l'attente, le consentement et la forme. Quand l'une des trois faiblit, l'équilibre se rompt. »

**II.1 – Le désenchantement des démocraties modernes**

Nos démocraties contemporaines traversent une phase critique. Ce n’est pas une crise de l’idée démocratique, mais une crise de sa forme institutionnelle. Le suffrage universel n’est pas remis en cause. L’égalité politique en droit non plus. Mais ce sont les dispositifs censés opérer la traduction entre la volonté populaire et la réalisation politique qui apparaissent comme usés, souvent inopérants, parfois disqualifiés.

L'écart ne cesse de croître entre ce que les citoyens expriment, ce que les partis promettent, ce que les gouvernements mettent en œuvre, et ce que les institutions peuvent assumer.   
Il ne s'agit pas d'une simple dissonance : il s'agit d'un décalage structurel, devenu systémique, entre le rythme de la demande sociale et le tempo lent, compromis, déformé de la décision politique.

L'histoire moderne nous a enseigné que le modèle parlementaire repose sur des synthèses, des coalitions, des projets de loi globaux. Cette architecture a permis d'assurer, pendant longtemps, un certain équilibre institutionnel. Mais elle est désormais percutée par la fragmentation des identités politiques, la multiplication des points de tension, l'accélération de la demande citoyenne, et la médiatisation permanente des moindres clivages.   
Le compromis n'est plus perçu comme un art de gouverner mais comme une forme de renoncement opaque.

Dans ce contexte, le modèle de gouvernance par conjonction de points prioritaires (GCPP) n'est pas une alternative programmatique, mais une refonte méthodologique. Il propose une redéfinition de l'équation démocratique : ne plus penser l'action politique comme l'application d'un projet global, mais comme l'émergence structurée d'une série de mesures unités, ordonnées, discutables et articulables.

Cette approche repose sur un postulat : la volonté populaire ne s'exprime pas naturellement par adhésion à des visions totalisantes. Elle se manifeste par priorités concrètes, par attentes différenciées, par niveaux d'urgence. C'est ce qu'ont démontré les sciences comportementales, les travaux en microdélibération, et les expérimentations locales de budget participatif ou de jurys citoyens. Le citoyen n'est pas incapable de décider : il est structurellement empêché de le faire dans les formats qui lui sont imposés.

La GCPP propose donc une mécanique plus granulaire, plus lisible, plus adaptable.   
Chaque parti expose une feuille de route à 100 mesures, classées par ordre de priorité. Chaque électeur, en votant pour un parti, donne son aval à l'ordre des mesures à traiter.   
Le traitement se fait de façon séquentielle, sans coalition préalable. Si d'autres partis ont des mesures similaires dans leur feuille de route, et que l'ensemble de ces voix représente une majorité citoyenne, la mesure est adoptée par conjonction.

Il ne s'agit donc pas d'une énième tentative de gouvernance algorithmique ou de démocratie numérique. Il s'agit d'une réingénierie profonde du dispositif de prioritisation. La technologie n'est ici qu'un support logistique. L'essentiel est structurel. Il s'agit de redonner forme à la volonté collective par une architecture décisionnelle qui respecte la granularité des attentes, la temporalité des urgences, et la lisibilité des choix.

Ce modèle s'inscrit dans la lignée des travaux de John Rawls sur la justice comme équité, d’Amartya Sen sur les capabilités, d’Elinor Ostrom sur les communs, et de Jürgen Habermas sur la rationalité délibérative. Mais il les prolonge par une architecture institutionnelle qui n'est pas qu'une métaphore, mais une mise en forme opérationnelle.

Ce texte est donc un manifeste méthodologique, un plan d'architecture politique, une tentative de refondation structurelle. Il ne demande pas d'y croire. Il demande d'y réfléchir sans crainte, et d'en tester la robustesse, dans l'esprit même de ce qu'est une démarche démocratique : une mise à l'épreuve éthique des formes de décision collective.